

Florence Bourillon

Les Parisiens et la modernisation de la ville au XIX^e siècle. Évaluer, transformer et construire la ville, Mémoire pour le diplôme d'Habilitation à diriger des recherches

sous le tutorat d'Albert Broder, Université Paris 12-
Val-de-Marne, 3 volumes, 135 f°, 364 f° et 295 f°
°, soutenu le 15 décembre 2000 devant un jury
constitué de Jean-Paul Brunet (président), Philippe
Boutry, Albert Broder, Francis Démier, François Loyer
et Jean-Luc Pinol.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Florence Bourillon, « *Les Parisiens et la modernisation de la ville au XIX^e siècle. Évaluer, transformer et construire la ville*, Mémoire pour le diplôme d'Habilitation à diriger des recherches », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 24 | 2002, mis en ligne le 28 juin 2005, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index404.html> ; DOI : 10.4000/rh19.404

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848
<http://rh19.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :
<http://rh19.revues.org/index404.html>

Document généré automatiquement le 03 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Florence Bourillon

Les Parisiens et la modernisation de la ville au XIX^e siècle. Évaluer, transformer et construire la ville, Mémoire pour le diplôme d’Habilitation à diriger des recherches

sous le tutorat d’Albert Broder, Université Paris 12-Val-de-Marne, 3 volumes, 135 f°, 364 f° et 295 f°, soutenu le 15 décembre 2000 devant un jury constitué de Jean-Paul Brunet (président), Philippe Boutry, Albert Broder, Francis Démier, François Loyer et Jean-Luc Pinol.

Pagination de l’édition papier : p. 228-235

- 1 Lors de l’inauguration du boulevard de Sébastopol, le 5 avril 1858, Napoléon III s’adresse aux personnalités présentes en remerciant le Corps Législatif “abdiquant tout sentiment d’égoïsme de province” d’avoir permis que la France “ait une capitale digne d’elle”. Il poursuit en rapprochant le programme des grands travaux d’une amélioration de la société dans son ensemble : “Nous verrons ainsi chaque année de grandes artères s’ouvrir, des quartiers s’assainir, les loyers tendant à s’abaisser par la multiplicité des constructions, la classe ouvrière s’enrichir par le travail, la misère diminuer et Paris répondre ainsi de plus en plus à sa haute destination”¹. Ce discours aux accents saint-simoniens souligne l’appel de l’empereur à la transformation de la ville. C’est en écho que j’ai repris le terme de “modernisation” dans le titre de mon travail : le développement des villes au XIX^e siècle, le changement de Paris de ville rentière en ville productrice de richesses, son développement démographique --elle dépasse un million d’habitants en 1846-- prennent une place considérable dans les débats et les discussions sur les dysfonctionnements urbains et les nécessaires adaptations.
- 2 Le temps “chaud” des démolitions et des reconstructions offre, en effet, une occasion particulièrement favorable à l’observation du fait urbain. Ce moment n’est-il pas le plus intense de l’évolution des rapports des individus avec le milieu dans lequel ils vivent ? La rénovation touche l’espace de la ville, en modifie les repères et entraîne les hommes dans ses bouleversements. L’époque du Second Empire avec la radicalité que représentent les grands travaux haussmanniens paraît particulièrement propice à un questionnement ouvert qui porte aussi bien sur les mutations des formes urbaines que sur les acteurs multiples de ces changements, des membres des commissions de proposition aux architectes-promoteurs ou particuliers qui modifient l’affectation ou l’usage de leurs locaux. Quel est le pari des travaux ? Y a-t-il eu assimilation ou rejet des transformations urbaines ? Faut-il compter sur les “chères habitudes [...] où l’expropriation ne troublait pas à tout instant les relations anciennes ?” que rappelle Jules Ferry dans son essai sur *Les comptes fantastiques d’Haussmann*² ou sur l’adaptation d’une ville à la modernité qu’évoque Napoléon III lors du discours d’inauguration du boulevard de Sébastopol ? Les travaux posent d’emblée les données des mutations de l’espace, de l’aspect et des fonctionnements de la ville. C’est en ce sens que les Parisiens sont directement impliqués dans la rénovation.
- 3 Ce travail a été commencé dans le cadre de la thèse de troisième cycle conduite sous la direction de Philippe Vigier sur le quartier des Arts-et-Métiers entre 1850 et 1880³. Les réflexions qui ont mené à la soutenance en 1986 ont mis en valeur certains acquis qui vont conditionner les recherches suivantes et c’est en ce sens que je les rappelle. Le premier correspond au choix d’un modèle opératoire efficace : l’analyse à des échelles différentes de l’urbain, de la parcelle, *maison* au sens fiscal du terme, à la rue, au quartier et à la ville. Avec l’analyse d’un territoire aux dimensions relativement limitées --le quartier des Arts-et-Métiers compte cependant plus de 25 000 habitants au début des années 1850--, il s’agit de créer l’occasion de croiser différentes approches. Des documents aussi complexes et hybrides que les calepins

de révision du cadastre qui rassemblent outre les descriptions des immeubles et les montants de valeur locative, les activités des locataires, les relevés de patente et de cotes mobilière et personnelle ou les baux, malgré les difficultés de lecture et les lacunes, constituent pour ce propos un apport considérable. Jointes aux autres sources disponibles⁴, ils permettent de repérer les phases de rénovation et les mutations spatiales du quartier, et de replacer les individus dans l'espace qu'ils occupent et les activités qu'ils exercent. L'étude a été menée par *maison* et par rue pour mesurer les effets de la pression démographique des années 1850 puis ceux de la rénovation. Cette analyse qui fonctionne sur l'usage de niveaux différents a permis de dégager une typologie qui tient compte de l'aspect de la voie, des activités qui s'y déroulent et des formes d'occupation de l'espace que l'on y constate. Lorsque le contrôleur des Contributions directes oppose sous la monarchie de Juillet un centre du quartier lépreux à une périphérie brillante, il met en place une représentation de l'inégalité des voies qui préexiste à la rénovation. Qu'en est-il par la suite ? La réponse est construite sur une approche morpho-historique opposant les voies anciennes aux percées issues de la rénovation urbaine et met en lumière la juxtaposition dans le même ensemble urbain de deux parcs immobiliers : l'ancien constitué de maisons qualifiées par le contrôleur des Contributions directes de "*maisons d'ouvriers*" ou de "*maisons semi-bourgeoises*" dans les rues peu touchées par la rénovation et le nouveau, d'immeubles de rapport dans les voies nouvelles. La rénovation modifie ainsi les termes de l'opposition évoquée à la fin des années 1840, d'autant plus que le parc ancien tarde à la réhabilitation. À l'inégalité du paysage urbain s'ajoute celle des activités. Les localisations des commerces alimentaires et des lieux de restauration, celle des ateliers de la Fabrique parisienne⁵ et des commerces, prises comme indicatrices, sanctionnent les nouvelles formes de répartition. Ainsi, l'opposition constatée avant les travaux persiste, mais la rénovation offre des formes particulières de complémentarité qui en modifient les termes mêmes⁶.

4 Le second est celui des conclusions de l'enquête. Celle-ci met en lumière l'assimilation des opérations urbaines : la rénovation a désenclavé le quartier en l'intégrant grâce aux voies nouvelles dans l'ensemble parisien et a facilité une répartition des rôles entre les rues nouvelles et les voies anciennes qui servent de *refuge*. Contrairement à une idée reçue, elle a permis le maintien d'un milieu artisanal et populaire stimulé par la reprise des affaires et singulièrement celles de la fabrique d'articles de Paris. Les listes électorales indiquent les déplacements des populations expropriées : les ouvriers restent, si ce n'est aux Arts-et-Métiers, du moins dans les autres quartiers du III^e arrondissement, et lorsqu'ils s'en éloignent, ils se déplacent de l'autre côté du boulevard Saint-Martin dans le X^e. À l'inverse, les rentiers, les propriétaires ou les professions libérales le quittent pour profiter de l'offre considérable des logements neufs dans les quartiers de l'ouest. Ainsi l'enquête révèle la spécificité des Arts-et-Métiers, quartier épargné en partie par les percements des voies nouvelles, resté très *parisien* et adonné à une activité porteuse. Il est alors apparu nécessaire d'élargir le champ de l'observation et de s'intéresser aux rénovations d'autres quartiers parisiens, d'étudier la mise en place de formes nouvelles de l'urbain qui en sont issues et de replacer dans le long terme à l'échelle du siècle les effets des changements. L'étude a donc été poursuivie à l'occasion de publications d'articles ou de contributions dans des ouvrages collectifs et a permis de souligner certains aspects de l'histoire de la ville⁷.

5 En premier lieu une chronologie discontinue voire décalée de l'histoire de la rénovation et de l'urbanisation parisiennes. Ainsi, la rue du Faubourg-Saint-Honoré⁸ est laissée à l'écart de la rénovation haussmannienne dans la partie éloignée de la rue Saint-Honoré, et devient une voie de circulation à usage local. Elle profite après l'annexion et le développement de l'urbanisation vers l'ouest du renouveau de la "*belle construction*" des années 1880. Sa transformation marque le pas quelques années plus tard du fait de la crise immobilière et de la concurrence qui existe pour le type d'immeubles qu'elle propose. Plus aucune opération d'envergure n'a lieu après 1885 : la voie conserve jusqu'en 1914, un aspect composite associant des maisons anciennes à des immeubles de prestige et des hôtels. En revanche, les rues du quartier de La Villette⁹ dans un environnement totalement différent poursuivent leur développement malgré la crise des années 1880. La petite industrie liée à la grande dans des processus

complexes de complémentarité et de dépendance provoque sur place une modification du bâti. L'aspect des rues change en même temps que la commune s'urbanise : la discontinuité du linéaire des façades s'accroît de même que les opérations de densification et de mitage des parcelles voisines. Le dynamisme urbain décalé de La Villette par rapport à l'ensemble de l'immobilier parisien repose sur une adaptation de l'espace à l'impératif industriel.

6 En second lieu, les modes divers de valorisation de l'espace urbain en liaison avec les changements. Pour poursuivre avec le même exemple, les rues de La Villette illustrent la mise en place d'un paysage urbain complexe alliant entrepôts, ateliers et immeubles de rapport, produisant des formes diverses d'affectations et de réaffectations de locaux. D'autres études sur l'*habité* --ou plus précisément l'*occupé*¹⁰ mettent en valeur des types divers de réactivité à la ville rénovée, alliant la construction de bâtiments neufs à la réhabilitation et au changement d'attribution de locaux existants, aux rythmes de présence connus par les baux et les relevés fiscaux. La mise en valeur de stratégies personnelles d'occupation des espaces dans la *maison* n'est pas une surprise bien que selon les professions ou les statuts des occupants peuvent être repérées certaines constantes comme les durées des temps de présence ou la propension à l'aménagement de locaux mitoyens. La spécialisation croissante des usages des lieux l'est peut-être plus, de même que le remplacement progressif d'une partie des locaux d'habitation par des ateliers. L'histoire locale et le sort de l'environnement sur le long terme pèsent lourdement.

7 Enfin, les difficultés de la rénovation urbaine à contredire les évolutions anciennes. Les comparaisons menées entre différents quartiers parisiens démontrent la difficulté à aller contre les *caractères hérités* de la ville et le poids des tendances longues de l'urbanisation¹¹. Ainsi, les quartiers étudiés sur la rive droite, Gaillon, Vivienne et Mail, confirment leur place de quartiers des affaires et mettent à profit la reprise du début de l'Empire. Dans la zone annexée, Les Batignolles, inventent un processus d'intégration à la ville en préservant un caractère d'agglomération à la fois résidentielle et artisanale. Au contraire, les quartiers de la rive gauche, Sorbonne, Monnaie ou Saint-Victor, subissent pour une partie d'entre eux (en particulier le quartier Saint-Victor¹²) une véritable déstructuration du tissu économique, et après être devenus des lieux de refuge pour la population chassée des Îles et du centre, confirment leur vocation de réserve foncière à l'échelle de l'agglomération. Ainsi, ont été mis en valeur les processus d'adaptation à la ville transformée, et les conclusions auxquelles je suis arrivée concourent à nuancer les effets de l'haussmannisation : loin des changements tels que les a connus le second XX^e siècle, elle a créé une ville moderne qui invente un fonctionnement urbain fondé sur l'intégration des "chères habitudes".

8 Une nouvelle orientation de recherche a consisté à déplacer les interrogations sur la ville rénovée en cherchant à mettre en valeur les processus de la décision et les conditions de leur application, et à identifier les partenaires impliqués. Les modalités de la proposition et de l'exposition, les occasions créées ou manquées de la réalisation, les parts prises par les divers intervenants constituent autant de sujets d'interrogations. Plus largement, cela revient à passer des effets aux causes et à se soucier de la mise en place du partenariat qui préside aux décisions dans le domaine public, en l'occurrence celui de la ville. L'enquête a un sens dans la mesure où la prise de décisions relève le plus souvent de l'expertise de la situation contemporaine. Ainsi sans m'écarter de mon propos initial, ma démarche a consisté à tenir compte de nouveaux *corpus* de sources¹³ ou quelquefois des mêmes¹⁴, mais d'une autre manière.

9 L'étude de la loi du 13 avril 1850 sur le logement insalubre publiée dans les pages de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* en relève¹⁵. Discutée par la Commission d'assistance de l'Assemblée nationale, elle est l'occasion de l'émergence des propos sur la ville de groupes de pression aussi différents que les légitimistes ou les républicains de la montagne. Les débats ont mené au vote d'une loi qui s'est montrée assez inefficace dans les termes voulus par ses défenseurs. En revanche, l'application qu'en fait l'administration parisienne par le décret du 26 mars 1852 en modifie tout à fait l'esprit et revient aux désirs exprimés par ceux qui ont cherché pendant les débats à la renforcer par des amendements qui ont été rejetés. L'élaboration du texte, les discussions en commissions et en séances à l'Assemblée, puis l'analyse qu'en fait le Comité consultatif d'hygiène public constituent un *corpus* tout à fait remarquable sur les mécanismes

d'analyse et de prises de décisions concernant la ville. On observe ainsi le cheminement d'une idée devenue celle d'une *opinion commune*, partagée par des partenaires appartenant à des cultures politiques différentes, et son émergence dans le champ du pouvoir¹⁶.

10 Néanmoins, l'essentiel des travaux correspondant à ces objectifs de recherche se présente, dans la partie inédite du mémoire d'habilitation, en trois livres distincts. *Évaluer la ville* revient sur la fabrication du cadastre de Paris et les ambitions initiales --et récurrentes-- d'en faire non seulement un instrument fiscal, mais aussi un outil de représentation de la ville en développement. *Transformer la ville* analyse les projets de nouvelles dénominations des rues de Paris et les changements de référents spatiaux et culturels qu'ils impliquent. *Construire la ville* évoque le projet et la réalisation d'une voie *magistrale* de l'Est parisien, la rue des Pyrénées. Ainsi chaque livre présente selon des temporalités diverses des occasions d'intervention sur l'urbain.

11 Le sort de l'évaluation fiscale de Paris touche en effet à l'histoire de la ville : le souci de *faire rendre l'impôt* et de profiter ainsi du considérable enrichissement de la capitale a conduit les agents des Contributions directes à *fabriquer* un cadastre spécifiquement parisien tout au long du siècle. L'arrêté du 25 avril 1809 détermine en effet une "*organisation spéciale*" de la ville de Paris qui laisse aux directeurs et aux préfets l'initiative de la rédaction d'un cadastre différent de ce qu'il est dans le reste de la France --et même dans les autres communes du département de la Seine. Le propos est à la fois de mener l'évaluation fiscale et de réaliser par recomposition des *images* parcellaires une représentation complète de la ville. Une première résolution est établie de 1807 à 1834. Elle repose sur la délimitation parcellaire acquise à partir du plan de Verniquet et des travaux de Vasserot sur les *maisons* et les regroupements par îlots. Cependant, très rapidement, ce ne sont pas les plans qui vont intéresser l'administration fiscale mais bien le procès-verbal que le plan "éclaircit". Les contributions directes se contentent de documents écrits et descriptifs établis par *maison ou unité cadastrale* qui ont disparu en 1871 et abandonnent la rédaction de plans nouveaux à partir de la suspension ordonnée par le conseil municipal en 1834. Les procès-verbaux constituent l'essentiel du dispositif dans la mesure où les références des parcelles sont données par les numéros sur la rue revus à partir de 1847, et où les relevés réguliers permettent de tenir compte des fluctuations du marché de l'immobilier. La réforme la plus importante est celle de 1850 en prévision de la révision de 1852-1854 : l'administration fait le choix de la rédaction de *calepins de révision du cadastre* qui représentent le centre du dispositif d'évaluation et de conservation des données fiscales. Leur originalité tient à la collation dans le même document de l'ensemble des renseignements servant au calcul des contributions directes, cote foncière, mobilière et personnelle, et patente. Leur rédaction accompagne une procédure d'expertise qui reste à peu près identique jusqu'à la fin du siècle et la mise au point de documents techniques complémentaires comme des *états de section* établis en 1858 qui disparaissent par la suite. L'efficacité de la formule va permettre de résoudre les difficultés liées à l'annexion de la *petite banlieue* lors de la révision de 1862 et va placer la *solution parisienne* au cœur des débats sur le cadastre national à la fin du siècle. Ainsi, sans plans cadastraux, ni matrices conformes à ce qui se fait ailleurs, Paris possède bien un cadastre tout au long du XIX^e siècle.

12 Le second *livre* s'intéresse aux travaux de la commission Merruau qui en modifiant les noms des rues de Paris et en abordant le numérotage des maisons est chargée de résoudre l'imbraglio des appellations en centre-ville, et de faciliter l'intégration des communes de la banlieue annexée. Les changements concernent pratiquement un tiers de la voirie parisienne sans compter les dénominations des voies nouvelles qui ne sont qu'en partie abordées dans le rapport. Celui-ci décrit la démarche de la Commission en précisant les étapes de l'instruction de l'expertise et des préceptes de la décision. Les tableaux indiquent les motifs des changements et ceux des nouvelles dénominations et précisent par la toponymie une géographie construite en fonction du *Grand Paris* rénové. Se lisent dans l'éclectisme des noms choisis, la volonté réconciliatrice du régime et la recherche d'un consensus autour des grands hommes. Les documents de la série *Esprit public* aux archives nationales et les documents administratifs reconstitués dans les années 1880 permettent de suivre le sort des propositions et en ce sens de connaître les procédures de prises de décision par l'administration préfectorale.

Les propositions ont été retenues à 59 % pour le nom des rues. Cependant, les interventions de Napoléon III et d’Haussmann ont modifié la signification des projets de la Commission et, passant outre aux avis du conseil municipal, ont accentué le caractère de célébration du régime et retiré aux Parisiens tout droit de regard sur les changements de dénomination.

13 Le troisième *livre* suit le projet, le percement et la mise en valeur de la rue des Pyrénées. Située en périphérie de l’agglomération, elle représente un enjeu tout à fait différent de celui des voies centrales. En opérant le désenclavement des communes qu’elle traverse --en rupture avec la tradition locale d’ouverture vers les boulevards parisiens-- elle participe des nouvelles normes de mises en circulation et par ailleurs dans des zones à peine construites, elle représente un modèle d’urbanisation que l’administration impériale souhaiterait imposer aux quartiers neufs. En ce sens, elle se soucie assez peu de l’intérêt des habitants et définit un parcours dans des zones peu mises en valeur. Elle veille à mener des expropriations limitées à l’emprise de la rue et détermine des marges réduites de part et d’autre. Elle prévoit des zones de lotissements ponctuels auquel correspond l’aménagement d’un *nouveau Belleville* près de l’actuelle place Gambetta. Les travaux sont terminés en 1868 mais la vente des terrains et la construction des immeubles ne commencent que dans les années 1880. Celle-ci se fait à partir de pôles d’urbanisation existants ou autour des nouveaux *centres* par transformation de l’habitat ou par construction en série d’immeubles contraints. La voie reste cependant encore au début du XX^e siècle vide sur des pans entiers de son parcours, bordée de murs de maçonnerie comme a fini par l’exiger la Ville lors de la vente des terrains. La discontinuité du linéaire de façades est considérable : alternent par endroits des constructions précaires ou de simples pavillons et des immeubles *urbains*. Ainsi, la lenteur de la mise en valeur de la voie représente un cas très différent de ce que l’on connaît ailleurs, et offre une occasion supplémentaire de repenser les stratégies de développement urbain de l’Empire et de la Troisième République.

14 Il est difficile de conclure un travail destiné à ouvrir de nouvelles pistes de recherche. L’histoire du changement urbain au XIX^e siècle, de la modernisation des villes reste à poursuivre ¹⁷ ! Je retiendrai, cependant, grâce à l’intérêt des documents préparatoires et du rapport de la Commission Siméon, l’incursion dans le domaine du projet urbain que l’objectif du *plan d’ensemble* élargi dès 1853 au *Grand Paris* justifie ¹⁸. L’étude peut être conduite en amont des propositions dans une démarche généalogique clairement identifiée ; mais elle peut aussi permettre de reconsidérer l’histoire de la rénovation haussmannienne, en fournissant les preuves de travaux préparatoires antérieurs, en soulignant l’intervention personnelle de Napoléon III, en relevant la spécificité des méthodes de l’administration du *terrible préfet*. En second lieu, de dépasser le cadre spécifiquement parisien en menant une enquête à l’aide des *Registres statistiques des contrôles des Contributions directes*, source commune à l’ensemble du territoire, sur les villes dans les régions et pour les plus petites d’entre elles sur les relations qu’elles entretiennent avec leur *plat-pays*. Ainsi pourraient être abordées les conditions de transformation du patrimoine urbain et de mise en valeur des territoires. Ces documents qui comportent à la fois des descriptions et des renseignements fiscaux sont à peu près connus pour Paris même. Il reste à continuer la recherche dans les régions.

15

Notes

1 Archives de Paris, D1Z7, bd de Sébastopol.

2 Jules FERRY, *Les comptes fantastiques d’Haussmann*, 1868.

3 Florence BOURILLON, *La sociabilité dans un milieu pré et post-haussmannien, le quartier des Arts et Métiers de 1850 à 1880*, Université Paris 10-Nanterre, sous la direction de Philippe Vigier, 1986, 699 f°, annexes 40 f°

4 Rappelons pour le quartier des Arts-et-Métiers, les séries des Fonds de mairies (qui comportent de façon exceptionnelle les renseignements sur le recensement de 1866), des listes électorales, du recrutement militaire, de la voirie et celles des régies des Contributions directes et de l’Enregistrement.

5 Voir Florence BOURILLON, “Urban renovation and changes in artisans’ activities : the parisian Fabrique during the Second Empire in the Arts et Métiers quarter”, dans Geoffrey

CROSSICK [dir.], *The Artisan and the European Town*, Londres, Scolar Press, 1997, pp. 91-105.

6 Voir Florence BOURILLON, “Rénovation haussmannienne et ségrégation urbaine”, dans Annie FOURCAUT [dir.], *La ville divisée. Les ségrégations urbaines en question*, Paris, Éditions Créaphis, 1996, pp. 218-239.

7 Ces articles, présentés dans le tome III du Mémoire d’habilitation, sont conformes aux exigences parfois contraignantes pour le développement du propos, des publications dans lesquels ils ont paru.

8 Florence BOURILLON, “La rue du Faubourg Saint-Honoré et la rénovation haussmannienne” et “Le temps de la “belle construction””, dans Béatrice de ANDIA et Dominique FERNANDÈS [dir.], *La rue du faubourg Saint-Honoré*, Paris, DAAVP, 1994.

9 Florence BOURILLON, “Entre habitat et industrie”, dans Jean-Marie JENN, dir., *Le XIX^e arrondissement, une cité nouvelle*, Paris, DAAVP, 1996, pp. 166-176.

10 Florence BOURILLON, “Un immeuble dans Paris”, dans *Cahiers d’histoire*, tome 44, n° 4-1999, pp. 591-613.

11 Florence BOURILLON, “Grands travaux et dynamisme urbain, Paris sous le Second Empire”, dans Alain PLESSIS, Jean-Claude FARCY et Alain FAURE [dir.], *La Terre et la Cité, mélanges offerts à Philippe Vigier*, Paris, Éditions Créaphis, 1994, pp. 139-166 ; voir également Florence BOURILLON, “Le quartier Gaillon (1850-1880)”, dans François LOYER [dir.], *Autour de l’Opéra*, Paris, DAAVP, 1995, pp. 101-114.

12 Florence BOURILLON, “La rénovation du quartier Saint-Victor sous le Second Empire”, dans *Recherches contemporaines*, n° 2, 1994, pp. 79-112.

13 Je remercie vivement P. Casselle, conservateur général de la Bibliothèque administrative de la Ville de Paris d’avoir mis à ma disposition les documents complets des commissions Siméon et Merruau que la Bibliothèque venait d’acquérir.

14 J’ai également pu profiter, à la suite du déménagement des Archives de Paris, boulevard Serurier, et de la refonte des inventaires, de la mise à disposition des lecteurs de documents retrouvés.

15 Florence BOURILLON, “La loi du 13 avril 1850 ou lorsque la Seconde République invente le logement insalubre”, dans *Revue d’histoire du XIX^e siècle*, 2000, pp. 117-134.

16 Voir plus généralement sur la crise urbaine : Florence BOURILLON, “Changer la ville au milieu du XIX^e siècle”, dans *XX^e siècle, revue d’histoire*, n° 64, 1999, pp. 11-23.

17 Voir également le bilan historiographique dans le *Bulletin des historiens contemporanéistes* n° 20, avril 2000 et plus particulièrement : Florence BOURILLON, “L’histoire des villes au XIX^e siècle”, pp. 15-25.

18 Voir Florence BOURILLON, “À propos de la Commission des embellissements, la rénovation de Paris à l’intérieur des fortifications”, dans Karen BOWIE [dir.], *La modernité avant Haussmann*, Paris, Éditions Recherches, 2000, pp. 139-151.

Pour citer cet article

Référence électronique

Florence Bourillon, « *Les Parisiens et la modernisation de la ville au XIX^e siècle. Évaluer, transformer et construire la ville*, Mémoire pour le diplôme d’Habilitation à diriger des recherches », *Revue d’histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 24 | 2002, mis en ligne le 28 juin 2005, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index404.html> ; DOI : 10.4000/rh19.404

Référence papier

Florence Bourillon, « *Les Parisiens et la modernisation de la ville au XIX^e siècle. Évaluer, transformer et construire la ville*, Mémoire pour le diplôme d’Habilitation à diriger des recherches », *Revue d’histoire du XIX^e siècle*, 24 | 2002, 228-235.

Droits d’auteur

Tous droits réservés

Licence portant sur le document : Tous droits réservés